Association of the Councils of State and Supreme Administrative Jurisdictions of the European Union i.n.p.a.

Association des Conseils d'Etat et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne a.i.s.b.l.

ACA-Europe

NACZELNY SĄD ADMINISTRACYJNY

En collaboration avec la Cour administrative suprême de Pologne

Et l'appui du groupe de travail « Accès à la jurisprudence nationale» du Conseil de l'Union européenne

L'identifiant européen de la jurisprudence (ECLI) et les métadonnées : harmonisation du référencement de la jurisprudence dans le cadre de l'Union européenne

Questionnaire

VARSOVIE

30 septembre 2011

(interprétation simultanée Français/Anglais/Polonais)

Séminaire organisé avec le soutien de la Commission européenne

Etat Membre : France.

Cour : Conseil d'Etat.

Nom : Devys

Prénom : Christophe

Fonction : Secrétaire général

Adresse de courriel : christophe.devys@conseil-etat.fr

1. Connaissez-vous le système ECLI ? Si oui, comment en avez-vous entendu parler ?

Il a été porté à notre connaissance par le Secrétariat général du Gouvernement français.

2. Après avoir lu le texte des Conclusions du Conseil, y a-t-il des éléments que vous ne comprenez pas ou pour lesquels vous souhaiteriez davantage d'information ? Si oui, merci de préciser.

Pas de problème technique. Pour le Conseil d'Etat, le numéro ECLI pourrait être le suivant :

ECLI :FR :CE :2010 :399999.20101105 (numéro d'affaire.date de lecture)

3. Y a-t-il des obstacles à l'implémentation d'un tel système dans votre Cour ?
Techniques ? Autres ? Merci de préciser.

Metadonnées :

- dctems : identifier : nous ne stockons pas pour le moment l'URL de chacune des décisions accessibles sur la base publique de jurisprudence du site Internet du Conseil d'Etat. Ce point est à étudier et à implémenter.

- dcterms: title : se pose la question de l'anonymisation.

- dcterms : subject : donnée non présente actuellement dans nos bases, à spécifier.

- dcterms : abstracts : donnée non présente actuellement dans nos bases pour toutes les décisions.

- dcterms : description : donnée non présente actuellement dans nos bases pour toutes les décisions.

- dcterms : References : donnée non présente actuellement dans nos bases pour toutes les décisions.

4. Quelles adaptations sont nécessaires dans votre Cour (ou dans les cours de votre Etat Membre) pour y implémenter le système ECLI ?

Création du code ECLI, de l'URL et diverses autres métadonnées (voir ci-dessus)

5. Quelles métadonnées (a) requises ou b) optionnelles) prescrites par ECLI existent déjà dans votre Cour ?

Métadonnées Obligatoires :

Dcterms : isVersionOF : code ECLI

Dcterms : creator : "Conseil d'Etat"

Dcterms : coverage : "France"

Dcterms : date : Date de lecture

Dcterms : language : "Français"

Dcterms : Publisher : "Conseil d'Etat"

Dcterms : accessRight : "public"

Dcterms : type : décision collégiale, ordonnance …

Métadonnées facultatives :

Dcterms : title : intitulé (pour les décisions non anonymisées).

Dcterms : abstracts : analyse (pour certaines décisions seulement).

Dcterms : description : abstracts (pour certaines décisions seulement).

Dcterms : contributor : Président, rapporteur, rapporteur public.

Dcterms : isReplaceby : Non utilisé car notre clé est unique.

6. Y a-t-il des obstacles pour votre Cour (ou pour les cours de votre Etat Membre) à étendre les métadonnées disponibles ?

Dcterms: title : la diffusion anonyme des décisions.

Dcterms : abstracts et description : le parti adopté de n'associer de tels éléments qu'à des décisions dont l'apport jurisprudentiel est suffisamment important.

7. Existe-t-il une autorité de coordination nationale dans votre Etat Membre ? Si c'est le cas, merci de fournir le nom de cette entité de coordination, ainsi que ses coordonnées de contact.
Sinon, quelle organisation devrait à votre avis jouer ce rôle ?

Il n'existe pas encore d'autorité de coordination nationale pour la France.

8. Les institutions judiciaires dans votre Etat Membre coopèrent-elles à l'implémentation des métadonnées standard d'ECLI ? Merci de préciser, particulièrement si vous avez des exemples de bonnes pratiques.

L'examen de leur participation éventuelle au système ECLI est en cours.

Par ailleurs, la base Juricaf, de l'AHJUCAF fait l'objet d'une indexation ECLI.

9. Y a-t-il des problèmes d'interopérabilité entre les métadonnées standard d'ECLI d'une part, et les initiatives européennes ou nationales de web sémantique d'autre part ?

Aucun n'a été identifié pour l'instant.

10. Dans votre Etat Membre, existe-t-il déjà une planification pour implémenter ECLI ? Merci de cocher la case correspondante.

☐ L'implémentation est déjà en cours (voir questions suivantes).

☐ L'implémentation va commencer à court terme (d'ici 1 an)

☐L'implémentation va commencer à moyen terme (2-5 ans)

☐L'implémentation va commencer à long terme (> 5 ans)

X Pas de planification spécifique

Remarques complémentaires :

Opération non planifiée à ce jour. Mais l'implémentation pourrait commencer à court terme.

11. Envisagez-vous d'appliquer ECLI à l'ensemble de la jurisprudence, de manière rétroactive / aux anciennes données, ou limiterez-vous son usage à la nouvelle jurisprudence ?

La question n'est pas tranchée.

12. Si votre Cour est déjà en train d'implémenter ECLI, afin de partager les informations sur les bonnes pratiques, merci de fournir des renseignements complémentaires sur :

Préparatifs entrepris :

Cliquez ici pour taper du texte.

Agenda :

Cliquez ici pour taper du texte.

Coûts financiers :

Cliquez ici pour taper du texte.

Autres ressources :

Cliquez ici pour taper du texte.

Difficultés rencontrées :

Cliquez ici pour taper du texte.

Autres informations :

Cliquez ici pour taper du texte.